ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale et des Affaires bruxelloises, le 12 août 1974, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant la durée du terme de service actif des miliciens en service dans une unité stationnée en République fédérale d'Allemangne", a donné le 20 août 1974 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 12e augustus 1974 door de Minister van Landsverdediging en van Brusselse aangelegenheden verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de werkelijke diensttijd van de dienstplichtigen die in dienst zijn bij een eenheid gestationeerd in de Duitse Bondsrepubliek",heeft de 20e augustus 1974 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATION GENERALE.

Le projet d'arrêté royal réduit à dix mois la durée du service pour les miliciens qui sont en service dans une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne et laisse subsister, pour les autres miliciens, la durée de service de douze mois qui a été fixée par l'arrêté royal du 8 août 1959.

Fixant une durée de service inférieure à douze mois, le projet ne trouvera de fondement légal que dans une loi dont le projet a été adopté par la Chambre des Représentants le 17 juillet 1974 et qui n'a pas encore été publiée au Moniteur belge. L'article 66, § 1er, alinéa 2, des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962, tel qu'il sera modifié par cette loi, permettra, en effet, au Roi d'envoyer les classes en congé illimité à partir de l'expiration du sixième mois de service.

On doit, toutefois, se demander si l'article 66, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur la milice permet au Roi de fixer des durées de service différentes pour les miliciens d'une même classe, en fondant la différence soit sur l'arme dans laquelle ils servent, soit sur le lieu où est stationnée l'unité dans laquelle ils servent.

.../...

Aux termes de l'article 118 de la Constitution, seul le législateur peut imposer des obligations militaires aux citoyens. Celles-ci font l'objet de la législation relative à la milice. Certes cette loi accorde, pour des matières limitées, des délégations de pouvoir au Roi. Mais la matière des obligations de milice étant en principe de la compétence du législateur, le Roi ne peut exercer, en ce domaine, un pouvoir réglementaire, que s'il peut se fonder sur une disposition légale qui lui donne une délégation formulée d'une façon précise. L'article 66, § 1er, des lois coordonnées sur la milice permet au Roi de fixer la durée du service militaire entre un maximum et un minimum qui sont déterminés par la loi elle-même. Il ne déclare cependant pas de façon précise que le Roi peut établir une différence entre des miliciens de la même classe.

Pendant longtemps, la durée du service militaire a été fixée par la loi elle-même. Certaines lois avaient cependant établi des durées de service qui variaient selon l'arme à laquelle appartenait le milicien (Voyez notamment les lois des 14 décembre 1909, 30 décembre 1920, 19 mai 1926, 7 novembre 1928 et 5 décembre 1936).

L'origine du régime actuel selon lequel la durée du temps de service est fixée par le Roi entre un maximum et un minimum légal se trouve dans la loi du 28 mars 1951 relative à la composition de certaines levées de milice et à la durée du service actif. En raison de

.../...

la situation internationale qui était particulièrement tendue à cette époque, le Gouvernement a demandé au Parlement de porter la durée du service militaire à deux ans, mais en promettant de libérer les miliciens plus tôt si la situation internationale s'améliorait. La loi du 28 mars 1951 a donc porté la durée du service actif à deux ans en ajoutant ce qui suit : "Toutefois, le Ministre de la Défense nationale, après délibération en conseil des ministres, est autorisé à envoyer les classes en congé illimité entre le douzième et le vingt-quatrième mois de service".

L'exposé des motifs du projet de loi déclarait à ce sujet :

"Si entre-temps le climat international venait à s'améliorer, ce que le Gouvernement souhaite et s'emploie à promouvoir dans la mesure où il le peut, des allègements du temps de service pourraient être apportés. C'est à cette fin que le projet de loi autorise le Ministre de la Défense nationale à envoyer des miliciens en congé illimité entre le 12e et le 24e mois de service" (Chambre des Représentants, sess. extr. 1950, doc. n° 261).

Cette disposition a ensuite été insérée dans la loi sur la milice par la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de milice, qui a toutefois transféré au Roi le pouvoir du Ministre.

.../...

L'exposé des motifs du projet de loi devenu la loi du 15 juin 1951 déclare que "le pouvoir donné au ministre de la Défense nationale s'applique à la classe entière et non aux miliciens individuellement" (Chambre des Représentants, 1950-1951, doc. n° 98, p. 56).

La délégation de pouvoir accordée par le législateur tendait donc à permettre au Roi de réduire la durée du service militaire, si la situation internationale le permettait. On ne trouve pas, dans les travaux préparatoires des lois des 28 mars et 15 juin 1951, une référence à la possibilité pour le Roi d'établir, entre les miliciens de la même classe une distinction que la loi n'établit pas elle-même. Au contraire, la déclaration reproduite ci-dessus indique que le pouvoir du ministre (actuellement le Roi) s'applique à la classe entière.

On peut aussi déduire de l'article 66, § 1er, alinéa 4, des lois coordonnées sur la milice qui permet au Roi de maintenir en service les candidats officiers de réserve et les officiers de réserve plus longtemps que les autres miliciens, que le législateur a estimé que son intervention était nécessaire pour que certains miliciens appartenant à la même classe soient astreints à une durée de service plus longue que les autres.

On peut encore trouver dans l'article 18 de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience un indice qui montre que le législateur a considéré que, mis à part le cas des candidats gradés de réserve, il n'y avait qu'une seule durée du service actif.

.../...

Cet article dispose, en effet, que celui qui est inscrit comme objecteur de conscience par une décision irrévocable et dont l'objection porte sur l'accomplissement de tout service militaire est affecté à un service d'intervention de la protection civile et que "son terme de service dépassera d'un an celui imposé aux miliciens non candidats gradés de réserve faisant partie du contingent de l'armée portant le millésime de l'année durant laquelle il entre en service à la protection civile".

Si le projet était adopté, il serait impossible de déterminer la durée du service imposé à l'objecteur de conscience.

*
* *

La réduction du temps de service au profit des seuls miliciens qui sont affectés en République fédérale d'Allemagne aurait pour effet de rendre peu rationnelle la situation des prioritaires légaux mentionnés à l'article 63, § 2, des lois coordonnées sur la milice. Par cette disposition légale, le législateur a, pour des raisons d'ordre familial, accordé expressément à certains miliciens une priorité en vue d'une affectation proche du domicile familial, c'est-à-dire de façon générale en Belgique. La mesure projetée par le Gouvernement aurait pour conséquence que les miliciens qui ont fait usage d'un droit qui leur a été reconnu par le législateur devraient accomplir un service d'une durée supérieure à celui qui est imposé à d'autres miliciens.

*
* *

.../...

On doit déduire de ces divers éléments d'interprétation que l'article 66, § 1er, des lois coordonnées sur la milice ne contient pas, de façon précise, une délégation de pouvoir au Roi pour établir, en ce qui concerne la durée du service, des distinctions entre les miliciens appartenant à une même classe à l'exception toutefois des officiers de réserve et des candidats officiers de réserve.

*

* *

La loi dont le projet a été adopté par la Chambre des Représentants le 17 juillet 1974 peut-elle être interprétée comme ayant étendu la délégation de pouvoir contenue à l'article 66, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur la milice en permettant au Roi de réduire la durée du service au profit des miliciens qui sont affectés à une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne?

La modification apportée par cette loi à l'article 66, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur la milice se borne à remplacer les mots "douzième mois de service" par les mots "sixième mois de service". Elle n'apporte aucune précision à cette disposition légale. L'exposé des motifs du projet de loi ne fait pas part de l'intention du Gouvernement de donner à l'article 66, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur la milice une

.../...

interprétation nouvelle qui impliquerait le pouvoir d'établir des distinctions entre les miliciens de la même classe. Le seul élément que l'on peut invoquer en faveur de l'interprétation à laquelle se rallie le projet, est la déclaration faite par le Ministre de la Défense nationale aux commissions réunies de la Défense nationale et de l'Intérieur et de la Fonction publique du Sénat annonçant l'intention du Gouvernement de prendre un arrêté royal réduisant à dix mois le service en République fédérale d'Allemagne et le maintenant à douze mois en Belgique (Sénat, sess. extr. 1974, doc. 227, n° 2). Il n'est nullement certain que cette déclaration puisse être interprétée comme exprimant la volonté du législateur de modifier le sens et la portée initiales de l'article 66, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur la milice et comme étant suffisante pour que cette disposition législative puisse être considérée dorénavant comme une délégation de pouvoir précise permettant au Roi d'établir une distinction entre les miliciens qui sont affectés à une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne et ceux qui sont affectés à une unité stationnée en Belgique.

Le Conseil d'Etat est donc amené à formuler des réserves expresses au sujet de la légalité du projet et à recommander au Gouvernement de proposer au Parlement une modification de l'article 66, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées sur la milice qui préciserait les pouvoirs du Roi, en lui permettant d'établir des distinctions entre les miliciens d'une même classe.

.../...

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Le Conseil d'Etat n'a examiné le projet que sous réserve de l'observation formulée ci-dessus concernant la base légale.

*

Le projet n'abroge pas entièrement l'arrêté royal du 8 août 1959 fixant la durée du temps de service actif des miliciens appartenant à la classe 1957 et aux classes suivantes. Cet arrêté royal n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat et son préambule n'invoque pas l'urgence. Sa régularité pourrait donc être contestée. Il est, dès lors, proposé d'abroger cet arrêté royal et de reprendre au début de l'article 1er la règle selon laquelle la durée du service est de douze mois pour les miliciens qui ne sont pas en service dans une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne. Un second alinéa de cet article limiterait ensuite la durée du service dans une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne à dix mois. Si cette proposition était suivie, il conviendrait de supprimer dans l'intitulé du projet les mots "en service dans une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne".

*

* *

Les termes "miliciens qui sont en service dans une unité ..." doivent être compris dans le sens de miliciens qui font partie de cette unité. Il ne

.../...

suffit pas qu'un milicien soit détaché pendant quelques jours d'une unité stationnée en Belgique auprès d'une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne pour qu'il puisse bénéficier de la durée du service de dix mois.

*
* *

Au texte français du 2ème alinéa du même article 1er, les mots "cadre de réserve" doivent être remplacés par les mots "cadre des officiers de réserve".

*
* *

Au texte français de l'article 3 les mots "étant en service" devraient être remplacés par les mots "ayant été en service".

Si, ainsi qu'il est proposé ci-dessus, l'article 1er concernait à la fois les miliciens en service en République fédérale d'Allemagne et les autres, l'article 3 devrait être rédigé de la façon suivante :

"Article 3.-

Les dispositions des articles 1er et 2 relatives à la fixation de la date d'envoi en congé illimité des miliciens qui sont en service dans une unité stationnée en République fédérale d'Allemagne s'appliquent également aux miliciens qui, ayant été en service dans une telle unité, sont rentrés ...(la suite comme au projet)".

*

.../...

Comme il est proposé d'abroger en son entier l'arrêté royal du 8 août 1959, les mots "en ce qui concerne les miliciens visés par le présent arrêté" figurant à l'article 4, peuvent être supprimés.

I. ALGEMENE OPMERKING.

Het ontwerp van koninklijk besluit vermindert de diensttijd voor de dienstplichtigen die bij een in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerde eenheid dienen, tot tien maanden en handhaaft zodoende de diensttijd van twaalf maanden, vastgesteld bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1959, voor de overige dienstplichtigen.

Doordat het ontwerp een diensttijd van minder dan twaalf maanden vaststelt, zal het enkel rechtsgrond vinden in een wet waarvan het ontwerp door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd aangenomen op 17 juli 1974 en die nog niet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt. Artikel 66, § 1, tweede lid, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten, zoals het door die wet zal worden gewijzigd, zal het de Koning immers mogelijk maken de klassen met onbepaald verlof huiswaarts te zenden vanaf het verstrijken van hun zesde dienstmaand.

De vraag is evenwel of artikel 66, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten de Koning toestaat voor de dienstplichtigen van eenzelfde klasse een verschillende diensttijd te bepalen, daarbij uitgaande hetzij van het wapen waarbij zij dienen, hetzij van de plaats waar de eenheid waarbij zij dienen, gestationeerd is.

Luidens artikel 118 van de Grondwet, kan alleen de wetgever aan de burgers militaire verplichtingen opleggen. Hierin wordt voorzien door de wetgeving betreffende de dienstplicht. Die wet draagt aan de Koning weliswaar

.../...

bevoegdheden op, voor beperkte materies, maar aangezien de militaire verplichtingen in beginsel onder de bevoegdheid van de wetgever ressorteren, kan de Koning in dezen alleen verordenende bevoegdheid uitoefenen wanneer hij kan steunen op een wetsbepaling die hem een nauwkeurig omschreven opdracht van bevoegdheid geeft. Krachtens artikel 66, § 1, van de gecoördineerde dienstplichtwetten, kan de Koning de duur van de militaire dienst vaststellen tussen een maximum en een minimum welke door de wet zelf worden bepaald. Het zegt evenwel niet precies dat de Koning een onderscheid mag maken tussen dienstplichtigen van eenzelfde klasse.

Gedurende lange tijd werd de duur van de militaire dienst door de wet zelf vastgesteld. Sommige wetten hadden evenwel diensttijden vastgesteld die verschilden naar gelang van het wapen waartoe de dienstplichtige behoorde (Zie onder meer de wetten van 14 december 1909, 30 december 1920, 19 mei 1926, 7 november 1928 en 5 december 1936).

De oorsprong van het huidige stelsel volgens hetwelk de diensttijd door de Koning wordt vastgesteld tussen een wettelijk maximum en minimum, ligt in de wet van 28 maart 1951 betreffende de samenstelling van bepaalde militielichtingen en de duur van de actieve dienst. Wegens de internationale toestand die toen bijzonder gespannen was, verzocht de Regering het Parlement de duur van de militaire dienst op twee jaar te brengen maar met de belofte de dienstplichtigen eerder van dienst te ontheffen indien de internationale toestand mocht opklaren. De wet van 28 maart 1951 heeft de duur van de actieve dienst dan ook op twee jaar gebracht, maar heeft er aan toegevoegd : "Nochtans is de Minister van Landsverdediging, na overleg in de Ministerraad, gemachtigd de klassen met onbepaald verlof te sturen tussen de twaalfde en de vierentwintigste maand dienst".

.../...

De memorie van toelichting van het ontwerp van wet zegde in dit verband :

"Mocht ondertussen het internationaal klimaat verbeteren, hetgeen de Regering wenst en waartoe zij zich in de mate van het mogelijke inspant, dan zou de diensttijd kunnen verkort worden. Daarom machtigt het wetsontwerp de Minister van Landsverdediging de miliciens tussen de twaalfde en vierentwintigste maand dienst met onbepaald verlof te sturen" (Gedr. St., Kamer der Volksvertegenwoordigers, Buit. zitt. 1950, nr. 261).

Die bepaling werd vervolgens in de dienstplichtwet ingevoegd door de wet van 15 juni 1951 betreffende de dienstplicht, die de bevoegdheid van de Minister evenwel aan de Koning heeft overgedragen.

De memorie van toelichting van het ontwerp van wet dat de wet van 15 juni 1951 is geworden, verklaart : "De bevoegdheid van de Minister van Landsverdediging strekt zich uit tot de hele klasse en niet tot de dienstplichtigen individueel genomen" (Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1950-1951, n° 98, blz. 56).

De opdracht van bevoegdheid welke de wetgever toekende, strekte er derhalve toe de Koning te machtigen om de duur van de militaire dienst te verminderen, ingeval de internationale toestand zulks toeliet. In de parlementaire voorbereiding van de wetten van 28 maart en 15 juni 1951 wordt nergens gewag gemaakt van de mogelijkheid waarover de Koning zou beschikken om tussen dienstplichtigen van eenzelfde klasse een onderscheid te maken dat de wet zelf niet maakt.

.../...

De hiervoren aangehaalde verklaring wijst er integendeel op dat de bevoegdheid van de Minister (thans die van de Koning) zich uitstrekt tot de hele klasse.

Uit artikel 66, § 1, vierde lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten, dat de Koning toestaat de kandidaat-reserveofficieren en de reserveofficieren langer in dienst te houden dan de andere dienstplichtigen, kan ook worden afgeleid dat de wetgever gemeend heeft dat zijn optreden nodig was om aan sommige dienstplichtigen die tot dezelfde klasse behoren, een langere diensttijd op te leggen dan aan de andere.

Voorts kan nog in artikel 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden een aanwijzing worden gevonden waaruit blijkt dat de wetgever geoordeeld heeft dat er, het geval van de kandidaat-reservegegradueerden daargelaten, slechts één enkele actieve diensttijd was. Dat artikel bepaald immers dat hij die als gewetensbezwaarde is ingeschreven bij een onherroepelijk geworden beslissing en wiens gewetensbezwaar slaat op het vervullen van elke militaire dienst, wordt aangewezen voor een interventiedienst van de civiele bescherming en dat "zijn diensttijd een jaar langer duurt dan die welke opgelegd is aan de dienstplichtigen die geen kandidaat-reservegegradueerden zijn en deel uitmaken van het legercontingent, genoemd naar het jaar waarin hij bij de civiele bescherming in dienst treedt".

.../...

Mocht het ontwerp aangenomen worden, dan zou het onmogelijk zijn de duur van de aan de gewetensbezwaarden opgelegde dienst vast te stellen.

*

* *

Als de diensttijd alleen verminderd zou worden voor de dienstplichtigen die aangewezen zijn voor dienst in de Duitse Bondsrepubliek, zouden de in artikel 63, § 2, van de gecoördineerde dienstplichtwetten opgesomde wettelijke prioriteitsgerechtigden in een weinig rationele toestand komen te staan. Met die wetsbepaling heeft de wetgever om redenen van familiale aard aan bepaalde dienstplichtigen uitdrukkelijk een voorrang verleend om hun dienst te volbrengen in de nabijheid van de woonplaats van hun gezin, met andere woorden meestal in België. De door de Regering ontworpen maatregel zou tot gevolg hebben dat de dienstplichtigen die gebruik hebben gemaakt van een recht dat hun door de wetgever is toegekend, langer zouden moeten dienen dan andere dienstplichtigen.

*

* *

Uit al deze interpretatiegegevens moet worden afgeleid dat in artikel 66, § 1, van de gecoördineerde dienstplichtwetten niet op preciese wijze een bevoegdheid aan de Koning wordt opgedragen om, wat de duur van de dienst betreft, een onderscheid te maken tussen de dienstplichtigen die tot een zelfde klasse behoren, met uitzondering evenwel van de reserveofficieren en van de kandidaat-reserveofficieren.

*

* * .../...

Mag de wet waarvan het ontwerp door de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 17 juli 1974 is aangenomen, zo worden uitgelegd dat zij de in artikel 66, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten verleende opdracht van bevoegdheid heeft uitgebreid door de Koning toe te staan de diensttijd te verminderen voor de dienstplichtigen die worden aangewezen voor een in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerde eenheid ?

De wijziging welke die wet in artikel 66, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten aanbrengt, beperkt zich tot het vervangen van de woorden "twaalfde dienstmaand" door de woorden "zesde dienstmaand". Zij preciseert die wetsbepaling op generlei wijze. De memorie van toelichting bij dat wetsontwerp handelt niet over het voornemen van de Regering om aan artikel 66, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten een nieuwe interpretatie te geven, welke zou implicieren dat tussen de dienstplichtigen van dezelfde klasse een onderscheid mag worden gemaakt. Het enige waarop men zich kan beroepen ten gunste van de interpretatie welke het ontwerp huldigt, is de door de Minister van Landsverdediging in de verenigde commissies voor de Landsverdediging en voor de Binnenlandse Zaken en het Openbaar Ambt van de Senaat afgelegde verklaring waarin hij aankondigde dat het in de bedoeling van de Regering lag een koninklijk besluit uit te vaardigen waarbij de dienst in de Duitse Bondsrepubliek tot tien maanden zou worden verminderd en in België op twaalf maanden zou worden gehandhaafd (Gedr. St., Buit. Zit. 1974, nr. 227, nr. 2). Het staat hoegenaamd niet vast dat die verklaring zo mag worden geïnterpreteerd dat het de wil

.../...

van de wetgever is geweest de zin en de oorspronkelijke strekking van artikel 66, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten te wijzigen en dat ermede kan worden volstaan opdat die wetsbepaling voortaan kan worden beschouwd als een nauwkeurige opdracht van bevoegdheid welke de Koning toestaat een onderscheid te maken tussen de dienstplichtigen die aangewezen zijn voor een in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerde eenheid en die welke aan een in België gestationeerde eenheid zijn verbonden.

De Raad van State meent dan ook uitdrukkelijk voorbehoud te moeten maken ten aanzien van de wettigheid van het ontwerp en de Regering de raad te moeten geven aan het Parlement een wijziging van artikel 66, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde dienstplichtwetten voor te stellen waarin 's Konings bevoegdheid nauwkeuriger zouden worden omschreven daar hem toe te staan een onderscheid te maken tussen de dienstplichtigen van eenzelfde klasse.

II. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

De Raad van State heeft het ontwerp alleen onderzocht onder voorbehoud van de opmerking die hiervoren over de rechtsgrond is gemaakt.

*

Het ontwerp heft het koninklijk besluit van 8 augustus 1959 tot bepaling van de werkelijke diensttijd van de dienstplichtigen die tot de klasse 1957 en tot de volgende klassen behoren, niet volledig op. Dat koninklijk besluit werd niet voor advies aan de Raad van State voorgelegd en in

.../...

de aanhef ervan wordt de dringende noodzakelijkheid niet ingeroepen. De regelmatigheid van dat besluit zou dus kunnen worden betwist. Derhalve wordt voorgesteld dat koninklijk besluit op te heffen en vooraan in artikel 1, de regel te herhalen volgens welke de diensttijd twaalf maanden bedraagt voor de dienstplichtigen die niet in dienst zijn bij een in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerde eenheid. In een tweede lid van dat artikel zou vervolgens de duur van de dienst bij een in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerde eenheid tot tien maanden worden beperkt. Wordt op dit voorstel ingegaan dan moeten in het opschrift van het ontwerp de woorden "die in dienst zijn bij een eenheid gestationeerd in de Duitse Bondsrepubliek" worden geschrapt.

*

* *

Onder de woorden "dienstplichtigen die in dienst zijn bij een eenheid ..." moeten worden verstaan de dienstplichtigen die deel uitmaken van die eenheid. Het is niet voldoende dat een dienstplichtige gedurende enkele dagen van een in België gestationeerde eenheid wordt gedetacheerd bij een in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerde eenheid, opdat hij voor de diensttijd van tien maanden in aanmerking kan komen.

*

* *

.../...

In de Franse tekst van het tweede lid van hetzelfde artikel 1 vervange men de woorden "cadre de réserve" door de woorden "cadre des officiers de réserve".

*

* *

In de Franse tekst van artikel 3 vervange men de woorden "étant en service" door de woorden "ayant été en service".

Indien, zoals hiervoren is voorgesteld, artikel 1 én op de dienstplichtigen die in de Duitse Bondsrepubliek dienen én op de overige dienstplichtige zou slaan, zou artikel 3 als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 3.-

De bepalingen van de artikelen 1 en 2 welke betrekking hebben op het vaststellen van de datum van het met onbepaald verlof zenden van de dienstplichtigen die in dienst zijn bij een in de Duitse Bondsrepubliek gestationeerde eenheid, zijn ook van toepassing op de dienstplichtigen die, nadat ze in dienst waren bij een zodanige eenheid, naar België worden overgeplaatst ... (voorts zoals in het ontwerp)".

*

Aangezien wordt voorgesteld het koninklijk besluit van 8 augustus 1959 in zijn geheel op te heffen, kunnen de woorden "voor wat de bij dit besluit bedoelde dienstplichtigen betreft" in artikel 4 worden geschrapt.

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. SMOLDERS, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

A. DEPONDT, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
Fr. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

R. VAN HAECKE, greffier en chef, hoofdgriffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. DEPONDT.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. DEPONDT.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. VAN HAECKE. Ch. SMOLDERS.